

Politique concernant les étrangers



Katia Weber
Assistante en photographie

Ramener l'immigration à un niveau raisonnable

Les personnes qui veulent s'installer en Suisse doivent subvenir elles-mêmes à leurs besoins, s'intégrer et respecter l'ordre juridique du pays. L'immigration doit être utile à la Suisse. Or, l'arrivée en masse et incontrôlée d'étrangers en provenance de l'UE menace les emplois des travailleurs âgés. Au lieu de professionnels qualifiés, ce sont avant tout des travailleurs bon marché et leurs familles qui affluent en Suisse. La décision du peuple de gérer à nouveau de manière autonome l'immigration doit enfin être respectée.



“ Le peuple ne veut pas d'une immigration démesurée. Notre infrastructure, la nature, le marché du travail et tous les domaines de la vie sociale en pâtissent. La politique ignorant la volonté du peuple, il faut soutenir l'initiative de limitation. ”

Une Suisse attractive

La Suisse est un pays magnifique qui offre de surcroît une qualité de vie élevée et une grande prospérité. Ces avantages doivent être préservés. Il n'est guère étonnant que notre pays attire des migrants qui sont séduits par les conditions économiques, politiques et sociales de notre pays. Nous devons donc veiller d'autant plus à ce que l'immigration ne dépasse pas une mesure tolérable. En particulier, nous devons pouvoir décider nous-mêmes de la qualité et du nombre d'immigrants que nous acceptons.

Fixer et imposer des règles claires

La Suisse doit fixer des règles claires pour les étrangers et les imposer rigoureusement. Chaque étranger doit savoir si et dans quelles conditions il peut séjourner en Suisse. Les étrangers qui tombent à la charge de l'Etat, deviennent criminels, refusent de se conformer aux us et coutumes de notre pays ou manifestent des tendances extrémistes doivent être renvoyés. Une intervention rigoureuse à ce niveau donne plus de crédit à nos lois, accroît notre sécurité et réduit nos charges sociales. Parallèlement, les étrangers qui font un effort, qui s'intègrent et qui respectent nos règles sont avantagés.

Des professionnels qualifiés au lieu d'une main-d'œuvre bon marché

Les entreprises aux activités internationales doivent pouvoir faire venir les meilleurs spécialistes en Suisse pour répondre à la concurrence mondiale. C'est indispensable pour sauvegarder la position de la Suisse comme site d'institutions de recherche leaders au

niveau mondial et de fabricants de produits novateurs. Or, d'une part, l'immigration de spécialistes venant de pays en dehors de l'UE est limitée, d'autre part, n'importe quel ressortissant UE peut, grâce à la libre circulation des personnes, immigrer en Suisse indépendamment de ses qualifications professionnelles.

La prospérité stagne à cause de l'immigration

Les associations économiques comme *economiesuisse* prétendent que la Suisse a profité de la libre circulation des personnes puisque le produit intérieur brut a augmenté. Mais pourquoi le citoyen individuel n'aperçoit-il aucun avantage et pourquoi les salaires stagnent-ils ? La raison est simple : le PNB a certes légèrement augmenté, mais il se répartit entre un nombre beaucoup plus élevé d'habitants. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, la part des étrangers à la population s'est accrue de plus d'1,1 millions de personnes (700'000 immigrants de l'UE) pour atteindre 2,1 millions. Un habitant sur quatre de la Suisse est aujourd'hui un étranger. Le produit intérieur brut de la Suisse stagne à environ 79 000 francs par habitant (2017). La Suisse perd du terrain en termes de productivité et de création de valeur. Cela doit changer.

L'immigration démesurée a des conséquences négatives pour tous

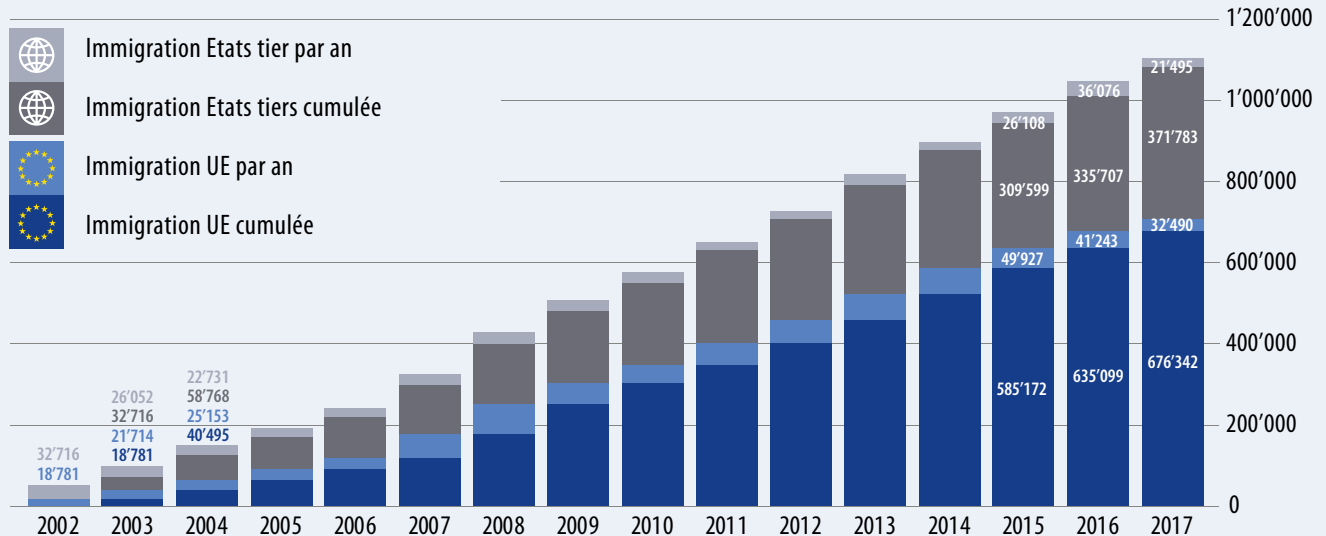
Les conséquences de cette croissance démographique massive sont perceptibles tous les jours et pour tout le monde : trains bondés, routes bouchées, hausse des loyers et des prix des terrains, perte de précieuses terres cultivables par le bétonnage, pressions

sur les salaires, salariés indigènes évincés du marché du travail, changement culturel dans la direction des entreprises. Cette immigration démesurée menace notre liberté, notre sécurité, le plein emploi et nos paysages. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants.

La libre circulation des personnes : une expérience ratée

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, nous ne pouvons plus décider nous-mêmes qui nous voulons accepter en Suisse et qui nous ne voulons pas admettre dans notre pays. Cela doit cesser. Il ne viendrait jamais à l'esprit des gouvernants

Plus de 1,1 million de migrants depuis l'introduction de la libre circulation des personnes



Source: OFS, migration internationale de la population résidente selon la nationalité, le sexe et l'âge

de pays d'immigration classiques comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie de donner le droit d'immigrer à plus de 500 millions de ressortissants d'Etats étrangers. Bien au contraire, de nombreux pays réagissent face aux développements internationaux en durcissant leurs lois d'immigration. L'objectif doit être de réglementer l'immigration strictement en fonction des besoins de l'économie, dans l'intérêt de la sécurité et selon les ressources disponibles en Suisse.

L'initiative de limitation règle l'immigration

L'objectif de l'initiative populaire «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» lancée par l'UDC est de permettre à la Suisse de gérer à nouveau indépendamment l'immigration sur son territoire et d'interdire toute libre circulation des personnes. Elle a été déposée le 31 août 2018 avec 119 000 signatures valables. Le Parlement ayant refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse, le peuple doit le rappeler à l'ordre. La nouvelle initiative charge le Conseil fédéral de négocier avec l'UE et d'abroger l'accord sur la libre circulation des personnes au plus tard six mois après l'acceptation de l'initiative. Faute d'une entente avec Bruxelles pendant cette période, l'accord de libre circulation doit être résilié dans les trente jours.

Limiter les prestations sociales et le regroupement familial

Une restriction claire et nette du regroupement familial et des prestations sociales empêchera d'emblée la venue en Suisse d'étrangers sans moyens de subsistance et espérant vivre au crochet de l'Etat.

Il faudra par exemple imposer la règle selon laquelle seules des personnes ayant cotisé au moins deux ans à l'assurance-chômage suisse ont droit à une indemnité. Des délais devront également être imposés au niveau suisse pour l'obtention de l'aide sociale. Concernant le regroupement familial, il s'agira de veiller à ce que seules soient autorisées à faire venir leur famille les personnes qui peuvent effectivement en assurer la subsistance et qui disposent d'un logement suffisamment grand et financé par elles-mêmes pour accueillir la famille. Cette réduction des prestations sociales permettrait de réduire sensiblement l'immigration sans pour autant empêcher l'économie de recruter des professionnels qualifiés.

Interventions systématiques contre les clandestins

La Suisse doit enfin se montrer plus sévère à l'égard des immigrants illégaux et des étrangers vivant clandestinement dans le pays. Il suffirait en réalité que la législation en vigueur concernant les étrangers soit rigoureusement appliquée. Les cantons doivent notamment prendre leurs responsabilités. Les nouvelles réglementations selon lesquelles des clandestins peuvent fréquenter les écoles, suivre des apprentissages et même payer les cotisations AVS sont à rebours de toute conception normale du droit. Non seulement lesdits «sans-papiers» séjournent illégalement en Suisse, mais en plus ils ne paient pas d'impôts. Les personnes interpellées qui n'ont pas d'autorisation de séjour doivent être expulsées et, pour empêcher les entrées illégales, les frontières doivent être mieux surveillées. Le régime actuel provoque des incitations contre-productives et pénalise les étrangers qui s'efforcent d'obtenir légalement un permis de séjour.

L'effort d'intégration doit venir des immigrants

L'intégration est l'affaire des immigrants. Une personne, qui souhaite immigrer dans un pays, doit au préalable être parfaitement consciente de ce que cela signifie. Elle doit apprendre la langue locale et se familiariser avec les us et coutumes. Pour être efficace, l'effort d'intégration doit venir des immigrants. Or, la politique actuelle prône la démarche inverse : les autorités suisses doivent veiller à l'intégration des étrangers. Des mesures et offres onéreuses financées par les contribuables sont mises en place pour encourager les étrangers à s'intégrer. Les étrangères et étrangers qui refusent de s'intégrer doivent quitter la Suisse.

La naturalisation doit être précédée d'une intégration effective

Seule une personne qui s'est intégrée avec succès, qui subvient à ses propres besoins, qui n'a pas de passé criminel et qui maîtrise bien une langue nationale doit avoir droit à la naturalisation, donc bénéficier du privilège de participer à la vie politique de la Suisse. L'UDC refuse le droit de vote et d'élection des étrangers, tout comme les facilités supplémentaires apportées à la naturalisation. Il faut également introduire une naturalisation à l'essai pour pouvoir exclure les individus qui tombent dans la criminalité peu après leur naturalisation. Ainsi, le passeport suisse ne sera accordé



qu'à une personne qui, durant plusieurs années, aura fait la preuve qu'elle respecte le droit de notre pays. En outre, il doit être possible de retirer le passeport suisse aux doubles-nationaux qui ont commis des crimes ou qui participent à des organisations extrémistes.

Naturalisation en masse depuis plusieurs années

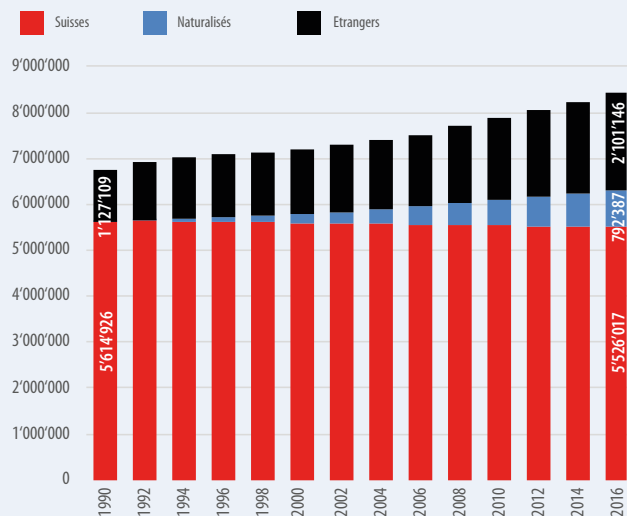
La gauche avance régulièrement l'argument selon lequel la forte proportion d'étrangers vivant en Suisse s'explique par une pratique restrictive en matière de naturalisation. Cette allégation est invalidée par les statistiques. Depuis 2002, la Suisse naturalise entre 35 000 et 46 000 étrangers par an. La tendance est à la hausse. Ce chiffre est très élevé en comparaison internationale compte tenu de la population totale. Au niveau européen, la Suisse se classe ainsi parmi les cinq premiers pays. Cela n'empêche pas la proportion d'étrangers d'augmenter d'année en année.

Les problèmes sont «naturalisés»

La pratique de naturalisation laxiste de certains cantons et des villes gouvernées par la gauche a pour effet que le passeport suisse est donné à des personnes qui sont mal ou qui ne sont pas du tout intégrées. Nombre de ces nouveaux Suisses ne parlent guère une langue nationale, ignorent les us et coutumes du pays ou tombent dans la criminalité après leur naturalisation. Du point de vue statistique cependant, ces personnes sont ensuite considérées comme des Suisses. C'est dire que les problèmes posés par la surpopulation étrangère sont tout simplement «naturalisés». La logique voudrait pourtant que la naturalisation soit la conséquence d'une intégration réussie. Le droit de cité suisse ne doit être ac-

cordé qu'à une personne se comportant correctement, subvenant elle-même à ses besoins et parlant au moins une langue nationale.

La population suisse reste stable – explosion démographique à cause de l'immigration croissante!



Développement de la population résidente permanente en Suisse

Naturalisations par an cumulées depuis 1990

Positions

L'UDC ...

- veut, avec son initiative de limitation, instituer une gestion autonome de l'immigration et interdire toute libre circulation des personnes;
- veut permettre le recrutement de professionnels étrangers qualifiés, également en provenance d'Etats hors UE;
- veut empêcher que la pression sur les salaires continue d'augmenter et que notamment des salariés âgés soient évincés de leur place de travail en raison de l'immigration;
- demande le renvoi rigoureux et rapide des étrangers sans autorisation de séjour et des étrangers criminels;
- exige la restriction du regroupement familial et des prestations sociales pour tous les immigrants afin d'empêcher l'immigration dans l'Etat social;
- exige la révocation du permis d'établissement de personnes vivant depuis plus de deux ans de l'aide sociale;
- exige que tout le monde respecte les règles, les us et coutumes et les traditions de notre pays;
- combat les onéreux programmes d'intégration mis en place par l'Etat; l'effort d'intégration doit partir des immigrants;
- n'accepte pas que les cantons versent une aide sociale à des personnes sous le coup d'une décision de renvoi ayant force de loi et qui auraient dû quitter la Suisse depuis longtemps;
- s'oppose à la naturalisation de criminels et d'assistés sociaux;
- refuse des facilités supplémentaires en matière de naturalisation;
- demande une naturalisation à l'essai afin que le droit de cité accordé à des personnes tombant dans la criminalité peu après l'obtention du passeport suisse puisse être révoqué;
- s'oppose à toute forme de droit de vote et d'élection pour les étrangers;
- demande au Conseil fédéral, avant d'approuver le pacte mondial sur les migrations et les réfugiés et d'adopter des mesures dites «softlaw», de soumettre au Parlement un arrêté fédéral ordinaire susceptible de faire l'objet d'un référendum.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, la possibilité d'intervenir dans la politique d'immigration;
- ✓ à la place de travail moins de pression provenant de l'arrivée d'une main-d'œuvre bon marché en provenance de l'UE;
- ✓ comme voisin, des étrangers qui respectent les règles de mon pays;
- ✓ des concitoyens bien intégrés avec lesquels je peux facilement communiquer;
- ✓ plus de sécurité parce que les étrangers criminels sont systématiquement expulsés;
- ✓ une Suisse qui reste comme elle est, comme nous la connaissons et comme nous l'aimons.